



10 février 2004

Communiqué

JEAN-PIERRE SUEUR

SENATEUR
DU LOIRET

ANCIEN
MINISTRE

M. Jean-Pierre SUEUR, sénateur du Loiret, interpelle le Premier Ministre sur la situation des journalistes de Radio France

M. Jean-Pierre SUEUR, sénateur du Loiret, a fait la déclaration suivante, ce mardi 10 février à seize heures, à l'ouverture de la séance publique du Sénat :

« Monsieur le Président du Sénat, après quinze jours de grève, les journalistes de Radio France ne voient pas d'issue se dessiner. M. AILLAGON, ministre de la culture et de la communication, a dit qu'il était « conscient du malaise ». Mais, ce qu'on attend d'un ministre ce n'est pas seulement d'être « conscient du malaise, mais d'agir. Ce qu'on attend d'un ministre ce n'est, en tout cas, pas de faire preuve de compassion, puis de claquer la porte au nez des intéressés. Or, les journalistes de Radio France se heurtent à des fins de non recevoir tant de la part de leur direction que du gouvernement. On a même le sentiment que, dans cette affaire, M. AILLAGON joue le « pourrissement » du conflit. Le précédent des intermittents montre pourtant que ce n'est vraiment pas cela qu'il faut faire. Les journalistes de Radio France demandent l'équité par rapport à leurs confrères de France Télévision et aussi par rapport aux autres salariés de ce pays, puisque leur salaire n'a pas connu la moindre augmentation en sept ans. Le blocage actuel est préjudiciable au service public. On ne peut vraiment pas croire qu'aucune issue n'est possible. Des solutions existent et il est plus que temps que le gouvernement les mette en œuvre et qu'au minimum il engage une négociation pour fixer des échéanciers. C'est pourquoi, je vous demande, Monsieur le Président, au nom du groupe socialiste du Sénat, de bien vouloir faire part à Monsieur le Premier Ministre de la nécessité que le gouvernement prenne, sans délai, des initiatives afin qu'une issue soit trouvée, afin de sortir de la crise et d'offrir des perspectives pour Radio France et pour ses journalistes. C'est possible, c'est urgent et c'est nécessaire. »

M. Christian PONCELET, Président du Sénat, a répondu à M. SUEUR qu'il ferait part de sa déclaration à Monsieur le Premier Ministre.